

## ENTRETIEN

Diana Filippova et Arthur de Grave, OuiShare

# « Réhabiliter l'idée de progrès » et promouvoir la « société collaborative »

La troisième édition du OuiShare Fest se tient du 20 au 22 mai sur le thème « Lost in transition ». Une occasion de faire le point avec Diana, responsable du programme, et Arthur, rédacteur en chef du magazine, sur l'économie collaborative et ses liens avec l'économie traditionnelle, l'emploi, la solidarité, la politique.

PROPOS  
RECUEILLIS  
PAR  
DOMINIQUE  
PIALOT

@pialot

## LA TRIBUNE - Qu'est-ce que OuiShare ?

**DIANA** - OuiShare est un collectif et un groupe de réflexion qui accompagne les nouveaux modèles économiques et sociaux, plus horizontaux et distribués. C'est aussi un laboratoire des modes de gouvernance de demain, qui refuse les structures pyramidales et essaye de distribuer le pouvoir au sein des membres de l'organisation. Il y a quelques années, ces modèles étaient encore éclatés. OuiShare a cherché à identifier une logique commune derrière tous ces projets : le premier OuiShare Fest est né d'une volonté de rassembler et de faire dialoguer les communautés et projets venus de tous horizons. De créer un mouvement.

## Quelle est la logique derrière l'économie collaborative et prend-elle la même forme partout ?

**ARTHUR** - À travers notre communauté de plus de 3000 membres dans le monde entier, nous observons un grand nombre de tendances communes, même si les États-Unis sont portés sur l'économie du partage et l'entrepreneuriat, tandis que l'Europe s'intéresse davantage aux modèles solidaires et équitables. Le lien que nous voyons entre le mouvement des *makers*, la consommation collaborative, le financement participatif, la gouvernance distribuée, les données ouvertes, c'est qu'ils esquissent une nouvelle vision du monde. Cette dernière n'est pas dogmatique et se nourrit de la diversité de cet univers, qui va des géants californiens à la Airbnb aux coopératives locales. Entre ces deux pôles, nous cherchons tous à inventer un nouveau projet de société, que nous qualifions de « société collaborative » : il s'agit d'un modèle plus général fondé sur la distribution de la gouvernance et des pouvoirs économique et politique.

## Des acteurs quasi hégémoniques comme Airbnb, Uber ou BlaBlaCar peuvent-ils nuire à l'économie collaborative ?

**ARTHUR** - Ces entreprises ne sont pas similaires et leurs images sont différentes. BlaBlaCar, par exemple, qui pratique un partage de frais entre les « covoitureurs » et ne permet pas d'en faire une activité réellement lucrative, jouit d'une bonne image. Ce n'est pas le cas d'Uber, accusé de « précariser » ses chauffeurs. En réalité, la question dépasse l'économie collaborative : les plateformes du numérique ne tendent-elles pas naturellement vers des monopoles ? D'ailleurs, est-ce un problème d'avoir des « monopoles naturels du numérique » ?

**DIANA** - Ce qui compte, c'est l'effet de ces monopoles sur la protection sociale, la qualité du service, les conditions de travail. Sont-ils disposés à répartir la valeur créée de façon équitable ou sont-ils en passe de la capter pour la garder aux mains des investisseurs ? C'est exactement l'objet de l'une des pistes de l'étude « Sharevolution » que

nous avons conduite avec la Ping (Fondation Internet nouvelle génération) : comment les plateformes peuvent-elles répartir une valeur que ses utilisateurs ont majoritairement contribué à créer ? Reddit a par exemple distribué 10% de sa levée de fonds de 50 millions de dollars auprès de ses utilisateurs. Etsy, lors de son introduction en Bourse, a réservé 5% de ses actions aux artisans qui utilisent sa plateforme.

## Quel rôle OuiShare peut-il jouer dans ce contexte ?

**ARTHUR** - Notre objectif est d'observer aussi justement possible ce qui se passe, de le qualifier, et d'en faire un point de départ pour aider les individus et les projets à avoir un effet positif. On évite d'avoir une posture prescriptive, mais on cherche aussi à dépasser le raisonnement strictement économique. On s'est éloigné de la neutralité des débuts, au profit d'une approche plus sociale de l'innovation et de l'évolution technologique. Nous voulons réhabiliter l'idée de progrès, afin de donner un sens à ces mots-valises que sont l'« innovation » et la « disruption ». L'ouvrage que nous avons coécrit, *Société collaborative, la fin des hiérarchies* [à paraître le 21 mai chez Rue de l'Échiquier, ndr] porte ainsi ce projet de société inspirant, ouvert et inclusif. Il s'agit de montrer, face au pessimisme ambiant et au déterminisme d'un Wolfgang Schättele, que des alternatives existent et qu'elles sont sous nos yeux ! Nous voulons être l'anti-« Tina » [« there is no alternative », expression attribuée à Margaret Thatcher pour justifier le capitalisme libéral, ndr].

## L'économie collaborative est-elle un vecteur de ce progrès que vous appelez de vos vœux ?

**DIANA** - Il n'y a pas de déterminisme du progrès. Ni la technologie, ni une nouvelle forme d'organisation ou de travail ne sont intrinsèquement porteuses d'un monde meilleur. Ce n'est pas que ces évolutions soient neutres, mais elles sont si imbriquées qu'on ne peut trancher sur les répercussions futures réelles qu'elles auront sur nos vies. L'automatisation, par exemple, permet de nous débarrasser des tâches ingrates, mais ce faisant, elle accroît la polarisation entre les emplois très qualifiés et les autres. Là où ça devient intéressant, c'est d'observer notre réaction face à ces constats : la plupart des décideurs cherchent à maintenir sous perfusion le salariat, faute d'autres modèles. À l'inverse, nous croyons qu'il vaut mieux appréhender les nouvelles formes de travail, plus indépendantes et instables, et trouver une protection sociale adaptée au travail de demain.

## OuiShare pourrait-il devenir un parti politique ?

**ARTHUR** - Certainement pas au sens traditionnel du terme ! Ils sont la cristallisation de ce qu'on considère comme un contre-modèle : pyramidal, bureaucratique, obsédé par les statuts et centralisé. Les vestiges d'un modèle qu'on cherche à changer. Mais toute action qui cherche à modifier les



Arthur et Diana pensent qu'au lieu de maintenir sous perfusion le salariat, faute d'autres modèles, « mieux vaut appréhender les nouvelles formes de travail, plus indépendantes et instables, et trouver une protection sociale adaptée au travail de demain ». © DR

structures sociales au nom de l'équité, de la solidarité et de la coopération, ne peut qu'être politique. Et au-delà, nous voulons casser cette idée reçue : l'action politique ne serait possible qu'en s'engageant dans un parti et en se faisant élire. À mesure que la politique se réduit à la gestion économique de court terme, les hommes politiques se transforment en managers, déconnectés de la société civile. Il y a mille manières d'agir en citoyen et de mener des actions qui ne soient ni 100% lucratives, ni 100% associatives. Les outils numériques cherchant à promouvoir la participation et l'influence des citoyens sur les affaires publiques, à l'image de Parlement & Citoyens, donnent à la société civile l'opportunité de reprendre la place qui lui revient dans la politique et le jeu institutionnel.

## Que pensez-vous de la façon de faire de la politique de Podemos en Espagne ou de Syriza en Grèce ?

**DIANA** - Ils représentent à la fois des sources d'inspiration et des objets d'analyse critique de notre part. D'ailleurs, l'assimilation entre ces deux mouvements laisse de côté le fossé qui sépare leur parcours. Podemos est né dans le sillage du mouvement des Indignados en Espagne et s'est démar-

qué par son art de fédérer par le bas, via une gestion horizontale et active de ses communautés locales. Le second est le résultat d'une coalition pragmatique entre des partis souhaitant prendre le pouvoir. Là où ils se rejoignent, c'est qu'ils sont confrontés aux sempiternelles interrogations des challengers : faut-il conserver une organisation proche des citoyens, quitte à perdre en efficacité, ou bien accepter les règles du jeu institutionnel qu'ils n'ont pas choisies au nom de la victoire ? Quelles concessions vont-ils faire ? Comment vont-ils conserver leur énergie - qui vient de leur base - dès lors qu'ils accèdent au pouvoir ? **ARTHUR** - On peut se demander si un mouvement analogue a une chance d'apparaître en France. L'opposition rencontrée par la loi sur le renseignement votée dans l'urgence, dans le silence glaçant - au mieux - des élus et des institutions, en est peut-être le commencement. Il est encore trop tôt pour se prononcer, d'autant plus qu'il ne s'agit pas pour la France de faire un copier-coller sur la Grèce ou l'Espagne, mais de trouver sa propre voie. Nous ne pouvons que souhaiter très fort que quelque chose de solide se mette en place d'ici à 2017, ne serait-ce que pour forcer les partis historiques à renouveler un tant soit peu leur pensée. ■

« NOUS VOULONS  
ÊTRE L'ANTI-« TINA »  
- THERE IS NO  
ALTERNATIVE »



## INNOVER

Du drone lanceur d'insectes aux souliers qui grandissent avec les enfants. **TOUR DU MONDE P. 16-17**



## UN STRATÈGE À BERCY

Comment Emmanuel Macron réinvente à son tour « L'Industrie du futur » de la France. **P. 20**



## PLAIDOYER POUR UBER

Pour l'économiste italien Alberto Heimler, « freiner Uber, c'est freiner la croissance ». **P. 24**

# LA TRIBUNE

DU VENDREDI 22 MAI AU JEUDI 28 MAI 2015 - N° 131 - 3 €

## « LE TECH 40 », UN INDICE BOURSIER POUR STIMULER LA FRENCH TECH

Le Tech 40 a pour objectif de favoriser un cercle vertueux de financement pour ces jeunes pousses de « la French Tech, très bonne en savoir-faire, moins en faire savoir », selon la secrétaire d'État au numérique, Axelle Lemaire.



PAGES 18-19

Retrouvez notre **TOUR DU MONDE DE L'INNOVATION**  
En partenariat avec **#LivingCircular**  
Powered by **VEOLIA**

### MÉTROPOLIS TEL AVIV, SECURE-CITÉ

Quelles solutions pour une sécurité intelligente en ville? Les leçons de la première conférence Safe & Smart Cities, à Tel Aviv. **P. 22**

### VU DE BRUXELLES CHARLEMAGNE N'Y PEUT RIEN...

La capitale européenne, de crise en crise. La chronique de Florence Autret. **P. 25**

### PORTRAIT MALLORIE SIA

À 25 ans, elle veut populariser les soins de beauté à tarifs préférentiels. **P. 24**



## TOUTES LES TENDANCES DE L'ÉCONOMIE DU PARTAGE

# Vers la société collaborative



- Comment elle change le capitalisme.
- La fin annoncée du salariat.
- Uber, Airbnb... De nouveaux géants engendrent de nouveaux monopoles.

À l'occasion du **Ouishare Festival**,  
**NOTRE DOSSIER, PAGES 4 à 14**

« LA TRIBUNE S'ENGAGE AVEC ECOFOLIO POUR LE RECYCLAGE DES PAPIERS. AVEC VOTRE GESTE DE TRI, VOTRE JOURNAL A PLUSIEURS VIES. »

Je diversifie mes placements  
en prêtant aux entreprises  
jusqu'à 6,90%\*.  
**Et vous ?**



Découvrez  
le prêt participatif sur :



\* Taux Annuel Nominal hors frais de gestion. Prêter présente un risque de non remboursement... répartissez bien vos prêts et ne prêtez que de l'argent dont vous n'avez pas besoin immédiatement. - Credit.fr, Intermédiaire en Financement Participatif immatriculé à l'ORIAS sous le n°14006008, 5, rue de la Baume - 75008 Paris - France. SAS au capital de 1 268 182 € - RCS Paris 539 015 149 - Droits photos : © Shutterstock